

Ont contribué à ce numéro



D.R.

Emmanuelle ASSOUAN

est directrice générale de la Stabilité Financière et des Opérations, et présidente du Centre sur le Changement Climatique de la Banque de France depuis janvier 2023.

Elle assure également depuis janvier 2023 la co-présidence de la Taskforce on Biodiversity Loss

and Nature-related Risks du Réseau des banques centrales et superviseurs financiers pour le verdissement du système financier (NGFS), dont le secrétariat est assuré par le Centre sur le Changement Climatique de la Banque de France.

En avril 2021, elle a été nommée directrice générale déléguée pour la stabilité financière, et a rejoint à ce titre le comité de direction de la Banque de France.

En janvier 2020, elle avait été nommée responsable du pôle de Stabilité financière, en tant que directrice générale adjointe de la Stabilité financière et des Opérations à la Banque de France (DGSO), d'une part, et secrétaire générale adjointe à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (SGACPR), d'autre part.

En 2019, elle a occupé la fonction de directrice générale adjointe de la DGSO en charge des marchés et de la mise en œuvre de la politique monétaire.

Entre fin 2012 et fin 2018, elle a occupé successivement les postes d'adjointe au directeur puis de directrice des Systèmes de paiement et Infrastructures de marché. Elle a également été, de 2009 à fin 2012, adjointe au directeur des Opérations de marché.

Elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, et a rejoint la Banque de France en 1997.



D.R.

Antoine BAKEWELL

est actuellement spécialiste finance durable au Centre sur le Changement Climatique et membre du secrétariat du NGFS. Il contribue notamment aux travaux relatifs aux stratégies de durabilité des banques centrales et à la prise en compte de la biodiversité et des risques liés à la nature.

Auparavant, il était chargé de mission au secrétariat général des sommets One Planet au ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères.

Diplômé de l'Université Paris Dauphine, il est titulaire d'un master en droit et affaires publiques de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.



D.R.

Marie-Anne BARBAT-LAYANI,

diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration, ancienne élève du Master of Politics de l'Université de New York, a consacré plus de vingt années au service de l'État. Elle entame sa carrière en 1993 à la direction générale du Trésor où elle sera nommée

adjointe au secrétaire général du Club de Paris, puis adjointe au chef du bureau Énergie, Mines et Télécoms du Service des participations de l'État.

En 1997, elle rejoint la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles en tant qu'attachée financière en charge des dossiers concurrence, aides d'État et services financiers.

Trois ans plus tard, elle intègre le cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie en tant que conseillère technique en charge des Affaires européennes.

De 2000 à 2007, elle se voit tout d'abord confier, au sein de la direction générale du Trésor, les fonctions de cheffe du bureau des Établissements de crédit et des Entreprises d'investissement et de secrétaire générale du Comité national de l'euro, au sein du Service de financement de l'État et de l'économie. Puis, celles de sous-directrice Banques et financements d'intérêt général.

En 2007, elle devient directrice générale adjointe de la Fédération nationale du Crédit Agricole. Elle rejoint en 2010 le cabinet du Premier ministre en tant que directrice adjointe du cabinet. De 2012 à 2014, elle rejoint l'Inspection générale des finances. De 2014 à 2019, elle assure la direction générale de la Fédération bancaire française et de l'Association française des banques.

En 2019, elle se voit confier le secrétariat général des ministères économiques et financiers, dont elle est également haut fonctionnaire de défense et de sécurité.

Le 26 octobre 2022, elle est nommée présidente de l'Autorité des marchés financiers.

Marie-Anne Barbat-Layani préside le comité permanent relatif à la protection des investisseurs (Investor Protection Standing Committee) de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), et co-préside, avec Nikhil Rathi, CEO de la Financial Conduct Authority (FCA) Royaume-Uni, le comité sur la stabilité financière (Financial Stability Engagement Group) de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV).

Elle est chevalière de l'ordre national de la Légion d'honneur et officière de l'ordre national du Mérite.



D.R.

Laurence BAUDUIN,

47 ans, actuaire certifiée IA (ISUP 1998), actuaire Expert ERM-CERA (2011), est actuellement directrice générale de la Caisse Régionale Groupama Nord-Est. Elle a plus de vingt ans d'expérience en assurances vie et non vie. Elle a débuté sa carrière en tant qu'actuaire conseil, puis actuaire au sein de

La Mondiale.

C'est en 2007 qu'elle rejoint le groupe Groupama, en tant responsable de l'actuariat chez Gan Patrimoine, puis en charge de l'actuariat chez Groupama Gan Vie dont elle devient directeur financier en 2013. Elle est ensuite directeur de l'Établissement du Nord au sein de la Caisse Régionale Groupama Nord-Est jusqu'en 2019, et a occupé la fonction de directrice générale de Gan Prévoyance jusqu'à juin 2023.

Investie au sein de l'Institut des actuaires, elle a été administratrice de l'Institut des actuaires (de 2012 à 2016) et secrétaire générale adjointe. Elle a également été membre de la commission Assurances de personne, et membre du bureau d'Actu'Elles. Elle est présidente de l'Institut des actuaires depuis 2022.



D.R.

Jean-Laurent BONNAFÉ

est ingénieur, diplômé de l'École polytechnique et de l'École des mines. Il débute sa carrière au sein du service public français. Il est d'abord haut fonctionnaire au ministère de l'Industrie, puis il devient conseiller technique au cabinet du ministre du Commerce extérieur.

Il entre à la BNP en 1993, en qualité de banquier d'affaires senior. En 1997, il est nommé responsable de la Stratégie et du Développement. À la suite de la fusion de la BNP avec Paribas en 2000, il pilote le processus d'intégration des deux entités.

En 2002, il est nommé responsable de la Banque de Détail du Groupe en France et entre au comité exécutif de BNP Paribas. Il est nommé directeur général de BNL en 2006 après la fusion avec le Groupe BNP Paribas. En 2008, il accède à la fonction de COO (*Chief Operating Officer*) de BNP Paribas et il est nommé responsable des activités de banque de détail du Groupe.

Jean-Laurent Bonnafé est nommé CEO de Fortis Bank le 14 mai 2009 jusqu'au 1^{er} février 2011 pour mener à bien le processus d'intégration de BNP Paribas et Fortis (*Retail Banking*).

Au cours de l'assemblée générale annuelle tenue le 12 mai 2010, il est élu membre du conseil d'administration du Groupe BNP Paribas.

Le 1^{er} décembre 2011, il est nommé directeur général par le conseil d'administration.



D.R.

Marie BRIÈRE,

PhD, est responsable de la recherche investisseurs et des partenariats académiques au sein de l'Amundi Investment Institute.

Elle conduit des recherches sur les choix d'investissement afin de conseiller les décisions stratégiques des investisseurs institutionnels et la conception de

solutions d'investissement pour les investisseurs individuels. Récemment, ses travaux ont porté sur la finance durable, l'investissement des particuliers, notamment pour la retraite, et l'impact des nouvelles technologies. Elle est présidente d'Inquire Europe, présidente du conseil d'orientation de l'Observatoire de l'épargne européenne, directrice scientifique du programme FaIR (Finance and Insurance Reloaded) de l'Institut Louis Bachelier, membre du groupe d'experts conseillant le comité permanent de l'ESMA sur l'innovation financière et membre de plusieurs conseils scientifiques, tels que celui de l'ACPR, de l'Institut européen des marchés de capitaux du CEPS. Elle est chercheuse associée à l'Université Libre de Bruxelles et à l'Université Paris Dauphine, où elle a été professeur associé de 2011 à 2020. Elle enseigne aujourd'hui un cours sur les *robo-advisors* à Berkeley.

Ses articles scientifiques ont été publiés dans des revues académiques et cités par des journaux financiers comme le *Financial Times* et le *Wall Street Journal*. Elle a reçu le prix Markowitz pour son article avec Zvi Bodie sur "Sovereign Wealth and Risk Management: A Framework for Optimal Asset Allocation of Sovereign Wealth", publié dans le *Journal of Investment Management*. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Paris X et diplômée de l'ENSAE.



D.R.

Dorothée BROWAEYS

est fondatrice de Tek4life, qui oriente les acteurs économiques vers des activités compatibles avec le vivant. Elle soutient la prise en compte du vivant dans les comptabilités publiques et privées.

Journaliste scientifique pendant trente ans, elle a développé le débat public sur les choix technologiques à la tête de l'association VivAgora. Elle contribue aujourd'hui à la revue *Études* et au journal en ligne UP'Magazine.

Elle enseigne la culture du vivant à CY École de design ; elle est membre du comité de mission de Saretec et développe le rôle de Représentant de la Nature dans les conseils d'administration.

Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *L'urgence du vivant : vers une nouvelle économie* (Les Pérégrines, 2018), *Fabriquer la vie : où va la biologie de synthèse ?* (avec B. Bensaude-Vincent) au Seuil, 2011, *Le Meilleur des nanomondes*, Buchet Chastel, 2009.



D.R.

Patrick de CAMBOURG

est président du EFRAG Sustainability Reporting Board (EFRAG SRB) depuis novembre 2022.

Entre 2015 et novembre 2022, il a été président de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'organisme public français de normalisation comptable. À ce titre, il était également membre des conseils de l'Autorité des marchés financiers (AMF), de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), du CNOCP et membre du Haut Conseil de stabilité financière.

Patrick de Cambourg était membre du conseil de *reporting* financier de l'EFRAG et a présidé le groupe de travail sur les projets de préparation pour l'élaboration de possibles normes de *reporting* extra-financier de l'Union européenne de septembre 2020 à avril 2022.

Diplômé de Sciences Po Paris, il est titulaire de diplômes en droit public et en droit des affaires ainsi que d'une licence ès arts. En tant qu'expert-comptable et auditeur, il a passé toute sa carrière au sein du groupe Mazars, successivement en tant que junior, manager, associé et associé senior (1983-2014). Depuis fin 2014, il est président honoraire du groupe Mazars.



D.R.

Patricia CRIFO

est professeure d'économie à l'École polytechnique, membre du CREST (CNRS), et chercheure associée à CIRANO (Montréal, Canada). À l'École polytechnique, elle est la directrice du Master in Economics for Smart Cities and Climate Policy, et de l'IdR Finance Durable et Investissement Responsable (TSE-École polytechnique) et la directrice adjointe du centre interdisciplinaire Energy4Climate.

Spécialiste des questions de finance et de développement durable, de responsabilité sociale et environnementale des entreprises, de gouvernance et d'organisation du travail, elle a publié dans des revues internationales comme *Industrial Relations*, *Journal of Corporate Finance*, *Journal of Banking and Finance*, *Journal of Business Ethics*, *International Journal of Production Economics*, *Labour Economics*, *Macroeconomic Dynamics*, *Review of Economics Dynamics*.

Patricia Crifo siège également dans plusieurs instances et comités d'experts sur le développement durable et l'ISR – notamment la Commission Climat et Finance durable de l'ACPR (elle en est vice-présidente).

Docteure en Économie, ancienne élève de l'École normale supérieure de Paris-Saclay, elle a été nommée au prix du Meilleur Jeune Économiste par *Le Monde / Cercle des économistes* en 2010, et a reçu le titre de chevalier de l'ordre national du Mérite en 2014, et

le prix du Meilleur Jeune Chercheur en 2002 à Lyon. Elle a commencé sa carrière en tant que chargée de recherches CNRS en 2005, et est devenue professeure des universités en 2006 (concours national d'agrégation).



D.R.

Pascal DEMURGER,

ancien élève de l'ENA, quitte la direction du budget au ministère de l'Économie et des Finances pour rejoindre la MAIF en 2002 et en prendre la direction en 2009. Élu président du Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurance (GEMA) en 2014, il œuvre à la construction de la Fédération Française de l'Assurance, dont il est vice-président depuis sa création en 2016 et jusqu'en juillet 2019.

Dirigeant engagé, il estime que l'entreprise doit prendre des responsabilités dans la résolution des défis écologiques et sociaux contemporains. Il partage cette conviction dans un livre : *L'entreprise du XXI^e siècle sera politique ou ne sera plus*, publié en juin 2019 aux Éditions de l'Aube. Il y décrit un modèle d'entreprise original, qui perdure : la MAIF est devenue société à mission en 2020 et a récemment mené des actions remarquables à travers le remboursement de la prime d'assurance automobile lors de la crise sanitaire ou la création d'un dividende écologique. En janvier 2022, il publie un rapport, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès, dans lequel il formule douze propositions pour une réglementation qui incite chaque entreprise à s'engager dans la transition écologique et sociale. Dans le prolongement de ces réflexions, il s'engage au sein du mouvement Impact France, et en est devenu le co-président en mai 2023.



D.R.

Anne-Catherine HUSSON-TRAORE

est directrice générale de Novethic qu'elle a co-fondé en 2001. Journaliste aux multiples casquettes, elle se passionne pour la finance durable dès 2008 et participe depuis à de nombreuses initiatives sur le thème. Elle donne des conférences et des cours

pour accélérer la mutation du secteur financier et le verdissement de l'économie. Elle a été membre du groupe d'experts de haut niveau sur la finance durable créé par la Commission européenne, qui a contribué à définir son plan d'action lancé en 2018.

Elle est membre de l'Académie royale de Belgique, officier de l'ordre du Mérite et chevalier de la Légion d'honneur.



D.R.

Sandrine LEMERY

est présidente du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites. Elle est également vice-présidente et présidente du comité des risques du groupe Crédit coopératif, présidente du comité des risques et du comité d'audit de UFF banque, groupe AEMA, *senior advisor* de Nemrod partenaires, conseil en fusions-acquisitions.

Auparavant, elle a alterné entre dix-sept ans de fonctions au sein de l'Autorité en charge du contrôle des assurances, douze ans de fonctions économiques et sociales sur des sujets interministériels et deux ans d'enseignement-recherche. Elle a notamment été titulaire de la chaire d'actuariat au CNAM de 2020 à 2022, membre du Conseil général de l'économie de 2019 à 2020, première secrétaire générale de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution de 2013 à 2018, chef du service coordination du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique en 2013, chef du corps de contrôle des assurances de 2010 à 2012, chargée de mission sur le Plan Alzheimer 2008-2012 et conseillère technique sur les retraites auprès de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité en 2001-2002.

Elle est ingénieure générale des Mines en disponibilité depuis février 2022, ancienne élève de l'École polytechnique, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, actuaire certifiée de l'Institut des actuaires.



D.R.

Éric LOMBARD

est diplômé de l'École des hautes études commerciales (HEC) en 1981.

Il a eu différentes fonctions au département du commerce international et à la gestion financière de BNP Paribas de 1981 à 1989, puis il est devenu conseiller technique au cabinet du porte-parole du gouvernement de 1989 à 1991, conseiller auprès du ministre délégué à la Justice de 1991 à 1992, conseiller auprès du ministre de l'Économie et des Finances de 1992 à 1993. Il est ensuite rentré à BNP Paribas, tout d'abord en tant que responsable Fusions & Acquisitions dans le secteur banque et assurance de 1993 à 1999, responsable du Financial Institutions Group et membre du comité de direction générale de la banque de financement et d'investissement de 1999 à 2002, responsable des Relations entreprises et institutionnels de 2002 à 2004, puis directeur général de BNP Paribas Cardif de 2004 à 2006, et enfin président-directeur général de BNP Paribas Cardif de 2006 à 2013.

Il prend ensuite le poste de directeur général puis de président-directeur général de Generali France de 2013 à 2017. Il est enfin président du conseil d'administration d'Europ Assistance Holding depuis 2015 et directeur

général du Groupe Caisse des Dépôts depuis le 8 décembre 2017.



©SteveMurez2021

Florence LUSTMAN

est présidente de France Assureurs (ex-FFA) depuis le 1^{er} octobre 2019.

Elle a été inspectrice générale puis directrice financière et des affaires publiques et membre du Comex de La Banque Postale de 2012 à 2019.

Entre 2007 et 2012, elle a assuré le pilotage interministériel du Plan Alzheimer et son rayonnement international pour le compte du président de la République.

De 2000 à 2007, elle a dirigé la Commission de contrôle des assurances en tant que secrétaire générale. Elle a été membre fondateur du CEIOPS (devenu EIOPA), membre du comité exécutif de l'IAIS (International Association of Insurance Supervisors) et membre du SAC (Standard Advisory Council) de l'IASB (International Accounting Standards Board).

Diplômée de Polytechnique (X 1980), de l'IEP de Paris et membre de l'Institut des Actuaires Français, Florence Lustman est inspecteur général des Finances et ingénieur général des Mines.



D.R.

Tomomitsu Victor MARUTA,

de nationalités française et japonaise, est diplômé de Sciences Po Paris en affaires publiques. Il a débuté sa carrière par des stages à la direction financière du ministère de l'Écologie et au service économique de l'ambassade de France à Lisbonne. En charge de relations avec les investisseurs à la BEI à partir de 2016, il y travailla

notamment sur le premier audit du marché avec assurance raisonnable portant sur des obligations vertes, puis rejoint l'équipe Financement durable de 2018 à 2022, période pendant laquelle le financement durable est passé de 8 à 45 % du financement total de la BEI.

Depuis 2022, il fait partie de l'équipe Finance durable, contribuant activement à l'alignement progressif de la BEI sur la taxinomie de l'UE et le règlement européen sur les obligations vertes. Il est le sherpa du représentant officiel de la BEI, Aldo Romani, au sein de la plateforme européenne sur la finance durable et a représenté la BEI au sein du groupe de travail inaugural sur les obligations sociales de la plateforme internationale sur la finance durable en 2023.



D.R.

Alexandre MONTAY,

IEP Paris, est délégué général (depuis 2012) du Syndicat des entreprises de taille intermédiaire et des entreprises patrimoniales (Asmep-ETI), devenu en 2015 Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (METI).

Il a exercé précédemment différentes fonctions en administration centrale (direction de la Réforme budgétaire puis direction générale de la Modernisation de l'État) et en cabinets ministériels, en particulier auprès de Luc Chatel (secrétaire d'État chargé de l'Industrie et de la Consommation, puis ministre de l'Éducation nationale), comme conseiller, ainsi que responsable du porte-parolat du gouvernement et directeur adjoint du cabinet.



D.R.

Michèle PAPPALARDO

est ancienne élève de l'École nationale d'administration et diplômée de l'Université Panthéon-Assas et de Sciences Po.

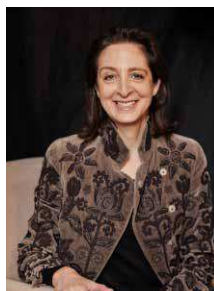
De 1981 à 2021, elle était membre de la Cour des comptes, où elle a exercé notamment les fonctions de présidente de section, présidente de chambre et de rapporteure générale.

Elle a exercé de nombreuses responsabilités en lien avec les enjeux environnementaux et climatiques. Elle a notamment été directrice de cabinet de Michel Barnier, ministre de l'Environnement, entre 1993 et 1995, et de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, entre 2017 et 2018. Elle a également été présidente de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) entre 2003 et 2007. Elle a ensuite créé le Commissariat général au développement durable qu'elle a dirigé entre 2008 et 2011, en assurant également les fonctions de déléguée interministérielle au Développement durable.

Michèle Pappalardo a par ailleurs été directrice générale de France 2 entre 1996 et 1999.

Depuis avril 2021, elle assure des missions de conseil en stratégie durable.

Elle est membre de l'Académie des technologies depuis 2011. Elle est présidente du comité du label ISR depuis octobre 2021 et présidente de la Fondation de l'Université Gustave Eiffel, depuis novembre 2022.



D.R.

Fanny PICARD

a créé et préside Alter Equity, fonds d'investissement dans le non-coté pionnier de la finance à impact social et environnemental.

Elle a préalablement été Managing Director et directrice des Opérations financières de Wendel, ainsi que directrice du Développement (fusions & acquisitions) du groupe

Danone pour l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord. Elle a commencé sa vie professionnelle au sein du département de conseil en fusions & acquisitions de la banque d'affaires Rothschild & Co.

Fanny Picard est membre du conseil de surveillance de Tikehau Capital dont elle préside le comité Gouvernance et Développement durable, et du conseil d'administration de GL Events dont elle préside le comité RSE.

Elle participe par ailleurs aux travaux d'instances de place, tels que le comité Gouvernance des Entreprises du Medef et le comité du Financement de la Transition Écologique.



D.R.

Grégoire POSTEL-VINAY

est ingénieur général des Mines, président du pôle industrie et services de l'Académie des technologies, depuis janvier 2024, et rédacteur en chef des Annales des Mines au Conseil général de l'économie, depuis 2022. Il a été auparavant responsable de la stratégie à la direction générale

des Entreprises du ministère de l'Économie et des Finances (2009-2022).

Il est l'auteur de travaux sur les plans de relance et les réactions publiques à la crise, l'économie de l'innovation, l'investissement immatériel, les éco-industries, la prospective de l'économie numérique, les véhicules décarbonés, la stratégie nationale de recherche et d'innovation, le développement des pôles de compétitivité, la propriété intellectuelle, le programme d'investissements d'avenir, le Conseil national de l'industrie, la Commission nationale pour la croissance française, la prospective industrielle du territoire, la prospective de l'emploi à horizon 2030, l'innovation servicielle, les technologies clés, la culture scientifique, technique et industrielle, la coopération européenne, les stratégies de filières, la concurrence chinoise. Il a apporté des contributions au rapport Gallois, réalisé des travaux sur le budget européen, notamment celui de la R&D européenne. Il a été corapporteur des Assises de l'entrepreneuriat.

Il a réalisé des travaux sur l'énergie. Il a été à ce titre expert national sur l'énergie pour le programme H2020, puis Horizon Europe (jusqu'en 2022). Il est membre de nombreux *think tanks* et cofondateur de Silicon Sentier (devenu NUMA). Il a été le président du comité de rédaction de la série *Réalités industrielles* des Annales des mines.

Il siège actuellement dans plusieurs conseils d'administration : Institut Mines-Télécom (depuis 2018) ; FNEP (Fondation nationale entreprise et performance (depuis 2014)) ; ainsi qu'à la Commission nationale française pour l'UNESCO (depuis 2015) et au conseil d'orientation de La Fabrique de l'industrie (depuis 2011).



Cyril ROUSSEAU,

de nationalité française, est diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA). Il débute sa carrière en 2001 à la délégation générale pour l'Armement du ministère de la Défense, avant de rejoindre, en 2004, le service des affaires internationales de la direction générale du Trésor, puis, de 2006 à 2009, l'Agence France Trésor en tant que responsable des opérations de marché. Chef du bureau de l'aide au développement et des institutions multilatérales de développement à la direction générale du Trésor de 2009 à 2011, il intègre ensuite l'ambassade de France à Pékin comme conseiller économique et financier. En 2014, il devient directeur délégué du service à compétence nationale nouvellement créé pour soutenir les collectivités locales françaises exposées aux emprunts à risque.

De retour à la direction générale du Trésor en novembre 2015, il y occupe successivement les fonctions de sous-directeur des Affaires financières multilatérales et du Développement et, à ce titre, de vice-président du Club de Paris et membre des conseils d'administration de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest et du Fonds vert pour le climat, puis, à partir de février 2020, celle de directeur général adjoint puis directeur général de l'Agence France Trésor. Il rejoint la Banque européenne d'investissement en tant que directeur général des Finances le 1^{er} octobre 2023.

Gabrielle SIRY

est économiste à la Commission européenne, spécialisée en finance durable. Diplômée de Sciences Po et de l'Université de Brême en droit de l'Union européenne, elle a aussi travaillé sept ans à la Banque de France, d'abord sur le sujet des *fintechs*, puis en tant que cheffe de pôle sur la Finance durable et le Brexit à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), et deux ans au ministère de l'Économie et des Finances au cabinet de la ministre de l'Innovation et du Numérique.

Elle a également enseigné plusieurs années l'économie européenne à l'Université Paris Dauphine, et publié divers papiers relatifs à la finance durable dans des revues spécialisées comme *Revue banque* ou dans la presse généraliste comme *Le Monde*.

Elle est adjointe au maire du 18^e arrondissement en charge du développement économique et de l'emploi depuis 2020 et autrice de l'essai *La République des hommes* (Éditions Bouquins, 2021).



Laure TABOUY

D.R.

est à la fois neuroscientifique et éthicienne. Guidée par la passion pour la recherche médicale et scientifique en constante évolution, elle a construit et personnalisé son parcours au fur et à mesure des rencontres, ce qui lui a permis d'expérimenter différents milieux de travail, publics et privés, de partir à l'étranger et de travailler avec des personnes venant de tous horizons.

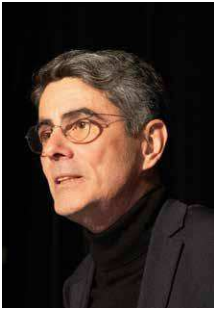
Après l'obtention fin 2012 d'un doctorat en neurosciences, génétique et biologie structurale à l'Université de Paris-Cité, son parcours de chercheuse en neurosciences s'est d'abord focalisé sur des thématiques autour des régulations génétiques et épigénétiques lors du neurodéveloppement. Elle a élargi son champ thématique au rôle du microbiote intestinal et de l'axe intestin-cerveau dans l'autisme lors de son post-doctorat en Israël à l'Université de Bar-Ilan et à son retour à Paris en 2018, jusqu'en 2021.

Très interpellée par les débats autour de la révision de la loi bioéthique française et travaillée par ces questions depuis le lycée, elle a alors décidé de faire un virage dans sa carrière de chercheuse en reliant ses deux passions, les neurosciences et l'éthique, pour en faire une expertise propre. Pour cela, elle a validé un master d'éthique de l'Université Paris-Saclay en 2021, en proposant un mémoire sur les enjeux éthiques des neurotechnologies.

À la suite de ce master, elle s'est engagée dans un second doctorat en éthique/neuroéthique, au sein du CESP-INSERM U1018 de l'Université de Paris-Saclay, dans l'équipe éthique et épistémologie.

Digital Ethics Officer de l'EDHEC BS (2023), elle a intégré en octobre 2023, le pôle recherche de l'agence de la biomédecine où elle poursuit son doctorat. Laure Tabouy est à la fois chercheuse et cheffe de projet en neurosciences et en éthique des neurosciences, du numérique, des neurotechnologies et de l'intelligence artificielle (IA). Elle réfléchit sur la manière de définir et de mettre en œuvre une approche *neuroethics by design* pour les neurotechnologies connectées à l'IA : quels sont les enjeux de la convergence des neurosciences avec le numérique ?

Ses missions actuelles en tant que chargée d'enseignement à l'Institut Catholique de Paris et de chercheuse-doctorante au sein du CESP-INSERM et enfin de cheffe de projet pour l'Agence de la biomédecine s'alimentent réciproquement. À l'Agence, elle relie le monde de la recherche académique et le monde institutionnel, au service de la société.



François Guy TRÉBULLE

est agrégé des Facultés de Droit en Droit privé et sciences criminelles et doyen honoraire de l'École de Droit de la Sorbonne (Université Paris I Panthéon Sorbonne). Il coordonne les filières délocalisées de celle-ci au Caire et à Bucarest. Enseignant le Droit privé de l'environnement depuis 2000, il co-dirige le master 2 de

D.R. Droit de l'environnement et dirige le master de Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale.

Ses domaines de travail privilégiés recouvrent, outre le Droit de l'environnement, les matières contractuelles et de responsabilité, la responsabilité sociale des entreprises, le Droit des affaires dans ses interfaces avec les questions de durabilité, y compris les rapports entre les entreprises et les Droits de l'Homme. Parmi ses activités éditoriales, il co-dirige le *Jurisclasseur Environnement et Développement Durable* et la revue *Environnement Énergie Infrastructures* et est membre du comité scientifique de diverses revues dont la revue *Droit de l'Environnement* et le *Bulletin du Droit de l'Environnement Industriel*.



Raphaël TROTIGNON,

Ingénieur en génie de l'environnement des Mines de Nantes et titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Paris Dauphine, dirige le pôle Énergie-Climat de Rexecode. Avant de rejoindre Rexecode en 2020, il était responsable du programme de recherche sur la tarification du CO₂ et l'innovation au sein de la chaire

D.R. Économie du Climat de l'Université Paris Dauphine, et auparavant chargé d'étude à la Mission Climat de la Caisse des dépôts. Il a par ailleurs été chercheur invité au MIT (2008) ainsi qu'à l'Institut Universitaire Européen (2011).

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de vulgarisation sur l'énergie et le climat, notamment *Le climat, à quel prix ? La négociation climatique* (avec Christian de Perthuis, Odile Jacob, 2015).



Margot URSIN

devient juriste spécialisée en Droit international et européen, à l'issue d'une formation universitaire en France, en Irlande et en Lituanie. Elle intègre le cabinet Leyton en 2016 en tant que consultante spécialisée dans l'optimisation des coûts sociaux pour les secteurs privé, non lucratif et public.

D.R. En 2021, elle intègre la cellule de R&D de Leyton, le LabEx, afin d'accompagner le développement et la performance des offres et services à destination des DRH. En 2024, elle est promue à la tête de cette cellule, dirigeant une équipe pluridisciplinaire spécialisée en ingénierie fiscale, sociale, énergétique et environnementale.